La France a désormais le taux souverain le plus élevé de la zone euro

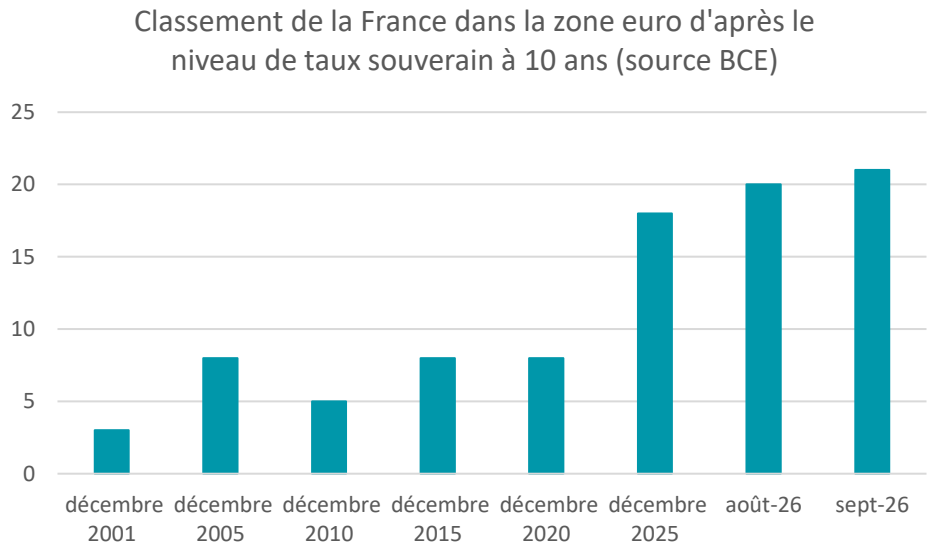
Synthèse

La France a désormais le taux souverain à 10 ans le plus élevé de la zone euro, c'est-à-dire qu'elle est considérée par les investisseurs comme le pays le moins sûr. La situation n'est guère mieux en termes de déficit et de dette publique. La dégringolade de la France est notable – mais pas inéluctable - quand on sait que, en décembre 2001, la France était considérée comme le troisième pays le moins risqué de la zone euro.

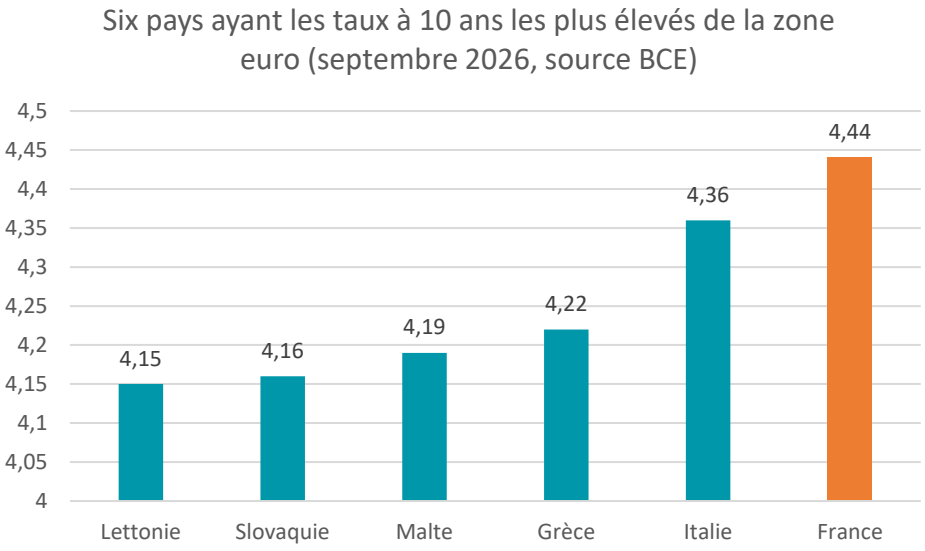
1. La dette publique française est considérée comme étant la moins sûre de la zone euro

En décembre 2001, la France était le troisième pays de la zone euro ayant les taux souverains les plus faibles[1], autrement dit le troisième pays jugé le plus sûr. Pendant une vingtaine d'années, la France a été en « milieu de classement » de la zone euro, aux alentours de la huitième place (l'accroissement du nombre de pays dans la zone euro fait perdre un peu de sa précision à ce classement, mais les nouveaux membres d'Europe de l'Est ont généralement eu, par le passé, des taux plus élevés que la France).

La position relative de la France s'est ensuite fortement dégradée jusqu'à devenir, en décembre 2025, le 3ème pays avec les taux les plus élevés de la zone euro. En août 2026, la France est passée à la 20ème place, soit l'avant-dernière, parmi les pays de la zone euro, juste derrière la Bulgarie, qui a rejoint l'euro en janvier 2026. En septembre 2026[2] cependant, la France reculait à la dernière place.

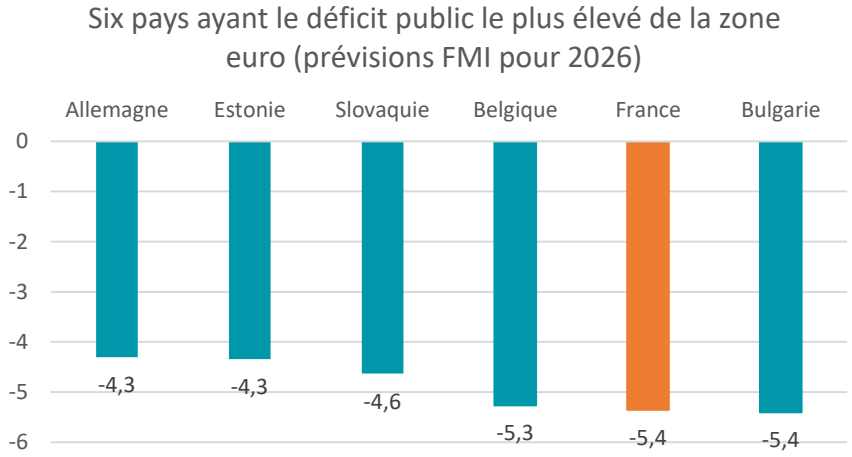


[1] Taux à 10 ans, source BCE
[2] Derniers chiffres agrégés fournis par la BCE

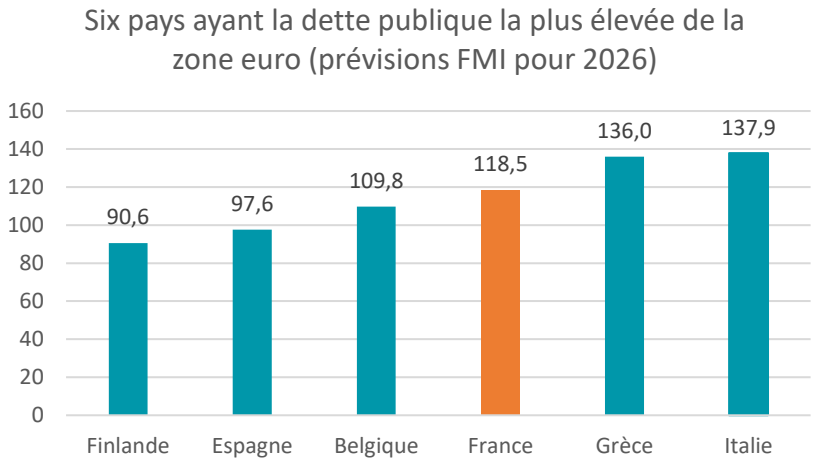


2. Les autres indicateurs français de finances publiques sont également très dégradés

En 2026, la France devrait afficher le déficit public le plus élevé de la zone euro (- 5,4 %), à égalité avec la Bulgarie[3]. En matière de dette publique, la situation est à peine meilleure puisque la France présentera cette année la troisième dette la plus élevée (à 118,5 % du PIB) derrière la Grèce et l'Italie selon les prévisions du FMI.



[3] Données FMI/WEO octobre 2026



3. La dégringolade n'est pas irréversible

La bonne nouvelle, si l'on tient à rester optimiste, est que la situation des finances publiques d'un pays, et donc son taux d'emprunt, peut s'améliorer en quelques années en conduisant les politiques nécessaires. Par exemple, la Grèce, en faillite il y a une douzaine d'années, s'endette désormais moins cher que la France. Quant au Portugal, son taux souverain à 10 ans a chuté après un pic à 13,8 % en janvier 2012. De plus, ces deux pays sont passés d'un déficit d'environ 10 % du PIB en 2010 à un équilibre actuellement.

Remettre les finances publiques en ordre passerait notamment par l'adoption d'un budget cet automne qui irait dans le sens d'une réduction du déficit. Mais les finances publiques sont avant tout un enjeu de long terme et le résultat de l'élection présidentielle sera à ce titre déterminant.

On comprend, à la vue des sondages, la frilosité des investisseurs envers la dette française. Le RN fait la course en tête avec un discours économique qui conduirait à un fort creusement du déficit public, comme je l'expliquais dans mon livre en accès libre « Les calculs sont pas bons, Marine ! ». Jean-Luc Mélenchon occupe la seconde place des intentions de vote avec un programme qui a de quoi faire réfléchir tout créancier (proposer d'annuler la dette publique détenue par la banque centrale peut faire craindre aux créanciers privés qu'ils seront les prochains sur la liste).

Les taux français pourraient rapidement baisser relativement à nos voisins si le pays s'engageait dans un rétablissement durable de ses finances publiques (recul de l'âge de départ en retraite, suppression de niches fiscales, baisse des dépenses publiques les moins efficaces…). Il est cependant vrai que, à ce stade, ce n'est pas la direction que semble prendre le pays…

21 octobre 2026

Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

BERSINGÉCO
ÉTUDES ET ANALYSES ÉCONOMIQUES